

16/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : complémentaire 2^{ème} grade

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le " lanceur d'alerte " désigne " toute personne qui fait des signalements ou révèle des informations concernant des menaces ou un préjudice pour l'intérêt général dans le contexte de sa relation de travail " (doc n°1)

Depuis 2007, l'action des lanceurs d'alerte a fait en France l'objet de 6 lois dans des domaines éparés (doc n°5) Pourtant, à l'image de Chelsea Manning, Edward Snowden ou Stéphanie Gibaud (doc n°8), les lanceurs d'alerte se confrontent encore à l'indifférence, l'hostilité, voire même à des représailles (doc n°1)

Dès lors, comment donner de la cohérence à la législation afin de permettre à l'alerte de prévenir efficacement les dysfonctionnements des organismes publics et privés (doc n°4) ?

Une clarification de la nature et du régime de l'alerte (I) permettrait d'asseoir la légitimité des lanceurs d'alerte et de leur offrir une juste protection (II)

I Une clarification nécessaire du régime de l'alerte

La législation actuelle ne permet pas de définir la nature précise de l'alerte (A) ni de définir le cadre général de sa mise en œuvre (B)

A) La nature de l'alerte : droit ou devoir ?

L'article 40 du code de procédure pénale pose, en matière de prévention des crimes et délits, une obligation de signalement pour les fonctionnaires et officiers publics (doc n°2). D'autres devoirs d'alerte ont également été édictés par le lé-

N°

1.1.4.

gislateur, dans des domaines spécifiques tels que la santé et la sécurité au travail (doc n° 5)

Pourtant, la plupart des textes pris en la matière établissent bien un droit d'alerte (doc n° 5), ne contraignant pas le travailleur à endosser le costume d'un "héros des temps modernes" (doc n° 8). D'ailleurs, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe recommande aux organismes tant privés que publics de favoriser la mise en place de procédures destinées à faciliter le lancement d'alerte par les travailleurs mais pas de les y contraindre (doc n° 1). Et le Conseil d'Etat, dans cette lignée, préconise de "conserver à l'alerte son caractère de faculté et non d'obligation" (doc n° 4)

Une fois redéfinie la nature de l'alerte, reste à déterminer le cadre légal dans lequel elle peut s'exercer, en tenant compte des enjeux contradictoires qui l'entourent.

B) La redéfinition du cadre légal de l'alerte

L'alerte est au cœur de tensions opposant les droits et devoirs tant du lanceur d'alerte que de celui que l'alerte met en cause (doc n° 1). Ainsi, si l'action du lanceur d'alerte repose sur le fondement de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme énonçant la liberté d'expression (doc n° 1), ainsi que sur les idées de responsabilité et de démocratie (doc n° 1), la mise en cause peut lui opposer l'application de l'article 8 de la même Convention défendant pour sa part le respect de la vie privée (doc n° 1), ou encore la violation du secret professionnel (doc n° 1)

Et si la Cour européenne des droits de l'homme a rendu nombre d'arrêts en faveur de l'action des lanceurs d'alerte (doc n° 1), il n'en reste pas moins qu'il est indispensable de mettre en place un cadre normatif strict permettant notamment de clarifier l'objet précis du secret professionnel (doc n° 1), question qui soulève encore aujourd'hui d'importants débats, notamment chez les médecins et les avocats (doc n° 6)

Par ailleurs, comme le préconisent à la fois le Conseil de l'Europe et le Conseil d'Etat (doc n° 1 et 4), l'intervention des lanceurs d'alerte doit s'exercer dans le cadre de procédures confidentielles et sécurisées, mettant en exergue des voies de signalements clairement identifiées par le biais d'informa-

hoirs claires diffusées à l'ensemble des personnes concernées, tant par le lancement de l'alerte que par sa transmission aux autorités (doc n°4).

Cette clarification du régime de l'alerte permettrait d'asseoir la légitimité des lanceurs d'alerte et de leur offrir un régime de protection plus juste.

II Une plus juste protection du lanceur d'alerte

La protection du lanceur d'alerte ne peut être acceptée que si elle est juste. Aussi passe-t-elle tant par le renforcement de la protection du lanceur d'alerte de bonne foi (A) que par le durcissement des sanctions contre le lanceur d'alerte de mauvaise foi (B).

A) Une protection renforcée du lanceur d'alerte de bonne foi

A l'instar de la loi du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement qui définit en son article L1351-1 une protection du lanceur d'alerte d'ordre public, sur le plan professionnel (doc n°3), le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe recommande aux Etats membres de l'Union de légiférer dans le but de protéger les lanceurs d'alerte, proposant pour ce faire une grille de principes-types permettant d'orienter les réflexions des Etats autour de 3 axes de réflexion : la liberté d'expression face au respect de la vie privée, la définition d'un véritable cadre juridique et l'établissement de voies de recours et de procédures judiciaires (doc n°1).

Le Conseil d'Etat précise qu'il s'agit de protéger le lanceur d'alerte de bonne foi et propose notamment de garantir son anonymat et de doter le Défenseur des droits d'une nouvelle compétence en la matière (doc n°4).

Le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique déposé par Michel Sapin et adopté le 30 mars 2016, propose la création d'une Agence nationale de prévention et de détection de la corruption chargée, notamment, d'informer les lanceurs

d'alerte sur la protection juridique à laquelle ils ont droit, d'anonymiser les signalements qui lui sont transmis en les reprenant à son compte et de prendre en charge les frais de procédure éventuellement occasionnés par une sanction ou une poursuite exercée à l'encontre des lanceurs d'alerte (doc n°5)

Le projet de loi prévoit en outre la création d'un statut protecteur général du lanceur d'alerte, tout en distinguant un régime spécifique en matière fiscale (doc n°5).

Il est enfin à noter que le Conseil d'Etat préconise l'annulation de tout acte de toute mesure de représailles prise contre un lanceur d'alerte, conférant en outre un pouvoir d'injonction au juge administratif (doc n°4)

Mais la protection des lanceurs d'alerte ne peut avoir de véritable force que si l'on prévoit de sanctionner les alertes abusives.

B) Une répression accentuée des lanceurs d'alerte de mauvaise foi

La loi du 13 avril 2013 précitée instaure d'ores et déjà, en matière de santé publique et d'environnement, un régime de répression de l'alerte lancée de mauvaise foi, répression fondée sur l'article 226-10 du code pénal (doc n°3)

Le Conseil d'Etat préconise, dans cette lignée, mais selon un principe général, que soient clairement identifiées les sanctions encourues en cas d'alerte lancée de façon abusive, afin de conférer plus de force aux alertes lancées de bonne foi (doc n°4).

Ces sanctions sont de plusieurs ordres et méritent d'être distinguées selon que l'alerte abusive relève d'une sanction disciplinaire, d'une sanction pénale, ou encore selon qu'elle relève de la dénonciation calomnieuse ou de la diffamation (doc n°4).

Il restera toutefois à déterminer si, à l'instar de la justice luxembourgeoise, la justice française souhaitera sanctionner également le lanceur d'alerte de bonne foi lorsque la fourniture des documents permettant d'appuyer son alerte sera le fruit d'une infraction pénale, comme cela a pu être relevé contre les lanceurs d'alerte de l'affaire LuxLeaks (doc n°7).